

DOSSIER D'INFORMATION ET D'ANALYSE

**Les hydrocarbures de mer Caspienne :
acteurs et enjeux**

Pierre Noël

Institut d'Economie et de Politique de l'Energie (IEPE)

BP 47 - F-38040 GRENOBLE CEDEX 9

noel@iepe.upmf-grenoble.fr

Mars 1998

SOMMAIRE

NOTE DE SYNTHÈSE	3
NOTE N° 1 Les hydrocarbures de mer Caspienne et la géopolitique de l'énergie	5
NOTE N° 2 Les infrastructures de transport : réalisations et projets	12
NOTE N° 3 Participations internationales dans les principaux contrats pétroliers et gaziers	16
ANNEXES (<i>non disponibles dans la version PDF</i>)	20
1. Représentation graphique des participations dans les contrats azéris	
2. Dossier cartographique	

NOTE DE SYNTHÈSE

Situation

Le bassin de la mer Caspienne constitue sans doute une province pétrolière importante dont l'exploration et le développement ne font que commencer. Selon les projections les plus optimistes, elle pourrait fournir un peu moins de 5 % de l'offre pétrolière mondiale en 2015.

La principale contrainte pesant sur l'émergence de cette province est le rythme de développement des infrastructures de transport, essentiellement des oléoducs reliant les zones de production aux ports pétroliers de Mer Noire, de Méditerranée ou du Golfe arabo-persique — voire directement à des zones de consommation comme la Chine.

L'intérêt des pays européens, des Etats-Unis et de tous les consommateurs de pétrole est que cette province se développe effectivement : elle constituera un facteur de diversification de l'offre pétrolière mondiale dans les décennies à venir, modérant notamment la domination du Golfe Persique dans les exportations mondiales.

Intérêts et jeu des acteurs

L'Europe est à l'origine d'une initiative politico-juridique visant à favoriser les investissements pétroliers et gaziers : le traité sur la Charte Européenne de l'Energie fut signé en décembre 1994 par plus de quarante Etats concernés par les enjeux énergétiques en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS.

Les Etats-Unis soutiennent leurs firmes dans la concurrence pour l'obtention des contrats mais leur action diplomatique porte une grande attention à certains objectifs politiques : le développement des voies de transport ne doit pas conférer à la Russie un pouvoir de contrôle sur les exportations de la zone Caspienne ; l'Iran ne doit retirer de sa position géographique ni revenus substantiels ni contrôle sur les exportations. Ces exigences américaines retardent le développement des voies de transport vers les marchés. Ainsi la rationalité de l'action américaine sur le plan énergétique semble-t-elle partiellement dominée par des enjeux politico-stratégiques.

La Chine est très active auprès des pays de la côte orientale de la Caspienne. La compagnie pétrolière chinoise a obtenu des contrats au Kazakhstan ; elle financera notamment la construction d'un oléoduc vers la province du Xinjiang. Ces infrastructures terrestres spécifiques sont la condition pour que la Chine ait accès au pétrole de Caspienne et d'Asie centrale sans lequel elle devra concentrer ses importations sur le Moyen-Orient. A plus long terme, la Chine pourrait également importer massivement du gaz turkmène via un gazoduc qui desservirait également la Corée et le Japon.

La Russie et les producteurs du Moyen-Orient voient dans l'émergence de la Caspienne une source de concurrence sur leurs marchés, tant européens qu'asiatiques. Pour les Russes, l'enjeu est aussi celui de l'avenir de leur relation avec les anciennes républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale : les ressources énergétiques peuvent être un facteur d'émancipation pour ces nouveaux Etats, voire de relations privilégiées avec des puissances extérieures. La politique russe a cependant sensiblement évolué au fil des mois : d'un objectif de contrôle voire d'obstruction au développement pétrolier de la zone, à une stratégie de participation industrielle et d'influence sur le tracé des voies d'exportation.

Conclusion stratégique pour la France et l'Europe

Le développement de cette nouvelle province pétrolière présente un intérêt certain pour la France, l'Europe et plus généralement tous les consommateurs de pétrole.

Il est, depuis quelques années, contraint par des enjeux politiques dans lesquels les Européens interviennent peu ; ils mettent aux prises essentiellement Etats-Unis, Russie et Iran à propos des routes de transport — c'est-à-dire de leur sécurité, des revenus et du pouvoir qu'elles conféreront aux pays traversés.

Toutefois — et là réside l'essentiel — *il n'y a aucune raison pour que les arrangements qui finiront par être trouvés soient défavorables à l'Europe sur le plan énergétique : in fine c'est le marché qui répartira le pétrole entre tous les consommateurs solvables ; de par leur position géographique, les économies européennes seront parmi les clients « naturels » des producteurs de mer Caspienne.*

NOTE N° 1

Les hydrocarbures de mer Caspienne et la géopolitique de l'énergie

Les richesses énergétiques de mer Caspienne et d'Asie Centrale¹ et les convoitises qu'elles soulèvent sont l'objet d'une littérature abondante de qualité très inégale. Le théâtre d'un « grand jeu » aux dimensions symboliques très fortes, mettant aux prises les grandes puissances autour de l'enjeu pétrolier fournit aux analystes une matière quasi inépuisable.

Mais derrière les formules emphatiques règne une certaine confusion quant aux réels enjeux pour les différents protagonistes. A cela plusieurs causes, dont :

- la méconnaissance du fonctionnement du système énergétique mondial, de ces évolutions passées et de celles qui sont projetées, et des implications pour la sécurité des espaces économiques nationaux et régionaux ;
- la mauvaise appréciation du poids quantitatif et du rôle qualitatif de la Caspienne et de l'Asie Centrale dans les grands équilibres énergétiques mondiaux au cours des années à venir ;
- l'incapacité à distinguer les enjeux relevant de la gestion des équilibres énergétiques à long terme de ceux qui touchent à la sécurité et à la constitution de zones d'influence dans cette partie de l'ex-empire soviétique.

Le premier point, qui explique beaucoup d'erreurs ou d'approximations, a été abordé ailleurs². Nous mettrons donc l'accent ici sur le second et le troisième.

TROIS CARACTÉRISTIQUES ET DEUX ENJEUX

Au plan géopolitique, la région considérée présente trois caractéristiques principales :

- tout d'abord, il s'agit très vraisemblablement d'une province pétrolière *de taille mondiale* — c'est-à-dire dont la production aura un poids significatif dans l'offre mondiale pendant un nombre d'années lui-même non négligeable. La Caspienne n'entre pas dans le club des « perles » pétrolières que la nature a réparties — très inégalement — à la surface du globe (Arabie Saoudite, Irak, Iran, Sibérie occidentale, pour l'essentiel) ; mais elle pourrait faire

1. Cette étude traite des cinq pays riverains de la Caspienne : Azerbaïdjan, Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Iran. Les gisements onshore du Kazakhstan et du Turkménistan sont inclus, mais pas les ressources dites du « bassin Fergana » (Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirgizstan). Sur ces dernières voir « Oil and Gas Resources of the Fergana Basin (Uzbekistan, Tadjikistan, and Kirgysztan) » (US DOE/EIA, déc. 1994).

². Voir la note « La sécurité des approvisionnements énergétiques européens : un levier pour la PESC ? » (mars 1998), not. le premier point : « Principes de géopolitique de l'énergie ».

partie des provinces de second rang comme la mer du Nord, le Golfe du Mexique, le Venezuela ou le Golfe de Guinée ;

- ensuite, cette région se situe en plein cœur de la « masse eurasiatique », à peu près à mi-chemin entre deux grandes régions — l'Asie en développement et l'Europe — dont les besoins énergétiques croissent et qui pourraient se trouver confrontées, dès 2005-2010, à un fort mouvement de concentration de leurs approvisionnements pétroliers — et dans une certaine mesure, gazier — sur le Moyen-Orient ;
- enfin, issues de la décolonisation post-soviétique, les puissances locales sont en contact — géographique mais aussi culturel — direct avec une des régions les plus instables du monde, entre le Golfe Persique et les frontières occidentales de la Chine, la Russie et les frontières septentrionales de l'Inde.

Ces trois données se combinent pour faire émerger deux enjeux :

- un enjeu relevant de la *géopolitique de l'énergie*, lié au fait que les développements actuels et futurs en Caspienne vont influencer sur les conditions géographiques, économiques et politiques de l'approvisionnement du marché pétrolier mondial au cours des décennies à venir. Cet enjeu intéresse tous les pays consommant du pétrole, et pas seulement ceux qui seront les principaux « clients » de la région : la diversification de l'offre pétrolière mondiale contribuerait à une réduction générale de la vulnérabilité pétrolière des économies nationales. En creux, il mobilise aussi les puissances qui souhaiteraient être impliquées dans la « chaîne technique » vers les marchés (pipelines, terminaux portuaires), position dont elles retireraient des revenus et un certain pouvoir ;
- un enjeu *géostratégique* concernant l'équilibre des puissances, la définition des alliances et des allégeances dans le Caucase, en Asie centrale et au-delà. En effet, les développements énergétiques en Caspienne vont peser sur la richesse et la stabilité des pays de la région, sur la qualité des relations entre les républiques transcaucasiennes et d'Asie Centrale, ainsi qu'entre celles-ci et les puissances extérieures. Cet enjeu mobilise toutes les grandes puissances, mais d'abord la Russie et les Etats-Unis : de ce point de vue, la région Caspienne-Asie centrale s'inscrit dans le cadre plus global de la recomposition géopolitique dans l'« Eurasie » d'après Guerre Froide.

Dès que l'on aborde des problèmes concrets, ces deux enjeux se révèlent étroitement imbriqués ; de même, ils interviennent de manière parfois indissociable dans la définition des intérêts des grandes puissances extérieures (Etats-Unis, Europe occidentale, Chine). Toutefois, ils doivent être bien distingués analytiquement, car ils sont *effectivement* distincts : un baril de pétrole parvenu jusqu'à une raffinerie européenne a le même pouvoir calorifique, quel que soit le régime ou le système d'alliances du pays dont il est originaire. *Du point de vue énergétique, tous les arrangements politiques qui permettent au pétrole de parvenir aux marchés sont équivalents.*

On se concentrera ici sur l'enjeu de géopolitique de l'énergie en s'attachant toutefois à montrer le plus précisément possible en quelles occasions l'enjeu géostratégique peut déterminer le rôle de la région dans les équilibres énergétiques mondiaux. Nous traiterons d'abord de l'insertion du pétrole de Caspienne sur le marché mondial, puis du gaz d'Asie centrale.

L'INSERTION DU PÉTROLE DE CASPIENNE SUR LE MARCHÉ MONDIAL

Le potentiel

La Mer Caspienne présente un potentiel pétrolier important à moyen et long termes. Les chiffres du DOE américain³ concernant les ressources (tableau ci-dessous) placent cette province largement derrière le Golfe Persique, mais à peu près au niveau de la Mer du Nord⁴ — ce qui justifie l'attention que lui portent les milieux pétroliers.

Les trois pays les mieux dotés en ressources sont le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. Les zones russe et iranienne auraient des ressources modestes. Ces disparités expliquent largement l'âpreté des négociations sur le statut juridique de la Caspienne (mer ou lac), statut qui détermine les conditions de disposition des ressources. C'est finalement une solution bâtarde qui a été retenue : gestion commune des ressources halieutiques mais partage « équidistant » du sous-sol, conférant à chaque Etat la pleine souveraineté sur les ressources fossiles de sa zone.

La Mer du Nord produit aujourd'hui un peu plus de 6 Mb/j ; le DOE prévoit que le bassin de la Caspienne atteindra ce niveau aux alentours de 2015 (graphique ci-dessus). A titre de comparaison, la production du Golfe se situerait entre 40 et 45 Mb/j à cette date et la production mondiale à 105 Mb/j.

Les contraintes

Les prévisions de production et d'exportation du DOE sont très optimistes, de l'avis même des rédacteurs du rapport. Elles impliquent en particulier que les capacités d'exportation soient développées rapidement et régulièrement : les contraintes d'évacuation des huiles constituent le principal facteur limitant du développement pétrolier de la région.

Le développement de capacités d'exportation (extension et construction de pipelines, terminaux portuaires) ne pose aucun problème particulier de nature technique ou économique ; la région n'est pas si enclavée qu'on le dit souvent : les côtes du Golfe Persique, de la Mer Noire et de la Méditerranée sont toutes situées dans un rayon de 1500 Km autour de Bakou — distance très raisonnable pour un transport par « tube ».

Ce sont les enjeux politiques qui compliquent le choix des tracés et la réalisation des investissements. Les républiques exportatrices souhaitent s'émanciper de la Russie, laquelle possède le seul réseau existant d'exportation vers l'Europe. Elles veulent diversifier au maximum leurs voies d'accès aux marchés afin de limiter les risques. La Russie a l'ambition inverse : conserver un rôle clé dans la gestion des exportations d'hydrocarbures de la zone en faisant passer les huiles par son territoire. Les Etats-Unis ont des objectifs contradictoires qui compliquent considérablement le problème : éviter à tout prix que l'Iran retire de sa position géographique favorable des revenus substantiels et surtout un contrôle sur les exportations ;

³. *International Energy Outlook* (avril 1998), p. 34.

⁴. Notons qu'entre les premières découvertes en Mer du Nord (fin des années 1960) et aujourd'hui, le potentiel de cette province a été constamment et très largement revu à la hausse.

maintenir la stabilité de la région en n'écartant pas les Russes des affaires énergétiques locales ; ne pas octroyer à ces derniers un pouvoir de contrôle sur les exportations de la Caspienne.

Pour le détail des réalisations et des projets, nous renvoyons à la « Note N° 2 » de ce dossier.

Le jeu des acteurs extérieurs

• Etats-Unis, Chine

Parmi les gros clients potentiels de la mer Caspienne, il faut distinguer entre l'Europe et les Etats-Unis d'une part, la Chine d'autre part.

- Pour les Etats-Unis comme pour l'Europe, l'important est que le pétrole puisse atteindre un terminal sur la Mer Noire ou la Méditerranée ; le « partage » physique sera ensuite fonction des qualités chimiques des bruts exportés, des politiques commerciales suivies par les producteurs et des différentiels de coût par rapport aux bruts méditerranéens et moyen-orientaux.
- Pour la Chine, la donne est différente : en l'absence d'infrastructures terrestres spécifiques, elles n'aura pas accès au pétrole de la zone Caspienne-Asie centrale et devra concentrer ses importations sur le Golfe Persique.

L'intérêt des Etats-Unis en matière de géopolitique de l'énergie est de permettre le développement des infrastructures d'exportation. Mais ils ne veulent pas le poursuivre de manière exclusive, aux dépens de leurs intérêts politiques, à savoir : favoriser la stabilité régionale, tenir l'Iran à l'écart et ne pas conférer à la Russie un pouvoir de contrôle des exportations. Toutefois, ce « ni Russie, ni Iran » introduit des contraintes trop fortes qui risquent de compromettre la montée en puissance de la Caspienne. Aussi la position américaine devient-elle plus réaliste, notamment sur le passage des pipelines par l'Iran⁵.

La Chine ne s'embarrasse pas des subtilités américaines : elle a développé des contacts avec le producteur pétrolier le plus à l'est de la zone, le Kazakhstan. La compagnie nationale CNPC a obtenu deux contrats importants (gisements d'Aktioubinsk, au nord de la Caspienne, et d'Ouzen) et s'engage à investir plus de 10 milliards de dollars, notamment dans la construction d'un oléoduc vers la province du Xinjiang. Les premières huiles produites par les Chinois à Aktioubinsk sont arrivées par rail au Xinjiang à l'automne 1997.

• Europe

Au plan énergétique, l'Europe a les mêmes intérêts que les Etats-Unis. Sa présence diplomatique est beaucoup plus discrète mais néanmoins efficace. L'action européenne dans la région est concrétisée par le programme TRACEA d'une part, le traité sur la Charte Européenne de l'Energie, d'autre part.

⁵. C'est du moins ce que suggèrent quelques faits récents. Le discours officiel reste très rigide : « [...] we will also continue our active efforts to dissuade countries from considering Iran as an acceptable route for transporting their energy reserves. [...] we remain strongly opposed to oil and gas pipelines which transit Iran. » (Marc Grossman, Secrétaire d'Etat Adjoint, devant une commission du Sénat le 8 juillet 1998.)

- Le programme TRACEA (TRANsport Corridor Europe Caucasus Asia) parfois dénommé « nouvelle Route de la Soie », lancé à l'initiative de l'Union en 1993 vise à créer un corridor reliant l'Europe à l'Asie Centrale via la Mer Noire, le Caucase et la Caspienne. Il s'agit de favoriser l'insertion des républiques du Caucase et d'Asie Centrale dans les échanges internationaux tout en les autonomisant par rapport à la Russie. Toutefois, ce programme n'a pas de volet énergétique explicite et se concentre sur le développement routier, ferroviaire et portuaire.
- La Charte Européenne de l'Energie, dont l'idée fut lancée en 1990 au Conseil Européen de Dublin, visait à renforcer la coopération entre les pays d'Europe centrale et orientale et l'Union dans le domaine de l'énergie. Le traité sur la Charte, signé en 1994 par une quarantaine de pays européens ou non (les membres non européens de l'OCDE sont signataires), fixe un cadre juridique au commerce et aux investissements énergétiques entre toutes les parties prenantes. Il contribue ainsi à stabiliser l'environnement institutionnel des échanges et des investissements énergétiques, point capital pour l'exploitation des ressources et le développement des infrastructures à destination de l'Europe.

Souvent décrié en Europe, notamment en raison de la présence américaine et japonaise, ce traité témoigne au contraire d'une réelle compréhension de la logique des approvisionnements énergétiques et de la dépendance européenne : l'origine nationale des compagnies qui investissent importe peu, dès lors que l'investissement contribue au développement de la Caspienne et à l'évacuation vers le marché européen. Il s'agit donc d'une approche pragmatique, adaptée au fonctionnement du marché pétrolier moderne.

• *Russie*

La Russie voit la question du pétrole de Caspienne sous l'angle du renforcement de la concurrence sur ses marchés d'exportation traditionnels, notamment l'Europe orientale et occidentale mais aussi potentiels, en Asie. La stratégie initiale de la Russie a donc consisté à freiner au maximum le développement des voies d'exportation ne passant pas par son territoire. Cette position a cependant évolué vers plus de pragmatisme : l'objectif est désormais davantage d'être partie prenante du développement pétrolier de la zone plutôt que de s'y opposer.

Les nouveaux acteurs industriels russes (Lukoil, Yuski, Gazprom), très gênés à l'idée d'être exclus de contrats juteux à cause de la politique de Moscou, ont certainement pesé dans cette réorientation : depuis 1993, la plupart des consortiums formés autour de la Caspienne comprennent un ou plusieurs partenaires russes (voir « Note N°3 » sur les contrats).

La concurrence avec le Golfe

Au plan énergétique, le principal enjeu soulevé par l'émergence d'une province pétrolière majeure autour de la Caspienne est celui de la diversité des sources d'approvisionnement du marché à moyen et long termes. En fonction de l'évolution de la demande, deux *scenari* sont possibles :

- si la demande est relativement forte au cours des quinze années à venir (comme le projettent la plupart des exercices prospectifs), l'émergence de la Caspienne pourrait

contribuer à limiter la domination du Golfe Persique dans les approvisionnements mondiaux ; la vulnérabilité pétrolière des économies développées serait réduite d'autant ;

- si en revanche la croissance de la demande est modérée (suite à une généralisation de la crise asiatique à l'Amérique et à l'Europe, ou à une rupture technologique rapide dans le secteur des transports), l'apparition d'une nouvelle province concurrente qui limiterait le recentrage des approvisionnements mondiaux sur le Golfe poserait aux producteurs du Moyen-Orient un sérieux problème ; la pérennisation de prix très bas pourrait avoir des conséquences néfastes sur la sécurité régionale dans le Golfe, donc par ricochet sur la stabilité des approvisionnements pétroliers mondiaux⁶.

La montée en puissance de la production pétrolière de Caspienne sera, en fonction de la dynamique de la demande, un atout ou, au contraire, une menace sur la stabilité du marché et des approvisionnements mondiaux.

LE GAZ D'ASIE CENTRALE

Concurrence avec le gaz russe

Les gisements offshore de Caspienne sont essentiellement pétroliers ; les champs gaziers se situent plus à l'est de la zone, au Turkménistan — ce pays étant au troisième rang mondial pour les réserves prouvées de gaz naturel.

Leur situation géographique leur ouvre théoriquement l'accès à deux énormes marchés très dynamiques : l'Europe et l'Asie. Dans les deux cas, le gaz turkmène entre en concurrence avec le gaz russe. Ce dernier est solidement implanté sur le marché européen où Gazprom (monopole gazier russe) entend encore renforcer sa présence dans les années à venir. En Chine, c'est à partir des énormes gisements de Sibérie orientale que les Russes entendent s'implanter. Cette solution, plus « naturelle » que la voie centre-asiatique, a toutes les chances de repousser dans le temps la pénétration du gaz turkmène en Asie orientale.

Les projets de gazoducs

Un projet de gazoduc vers le port turc de Ceyhan *via* l'Iran est à l'étude et aurait reçu l'aval de Washington, longtemps très réticent. Ce tube ferait du gaz turkmène un concurrent direct du gaz russe sur le marché turc en pleine expansion (la Turquie recevra également du gaz iranien, au terme du récent accord entre les deux pays).

Les projets les plus importants sont à destination de la Chine et du Japon d'une part (projet Exxon-Mitsubitchi-CNPC), du Pakistan *via* l'Afghanistan d'autre part (projet Unocal). (Voir « Note N°2 » sur les voies d'exportation.)

⁶. Nous renvoyons ici à la note DEF/DAS/CDS/PN n° 2405 (17 juin 1998) pour l'étude du lien entre concurrence pétrolière et sécurité dans le Golfe.

Vers une restructuration du marché gazier « eurasiatique »

L'exploitation des gisements gaziers d'Asie Centrale pourrait avoir des conséquences importantes sur les structures du marché mondial. Jusqu'à présent, celui-ci était segmenté sur une base régionale : Amérique du Nord, Europe, Asie, pour l'essentiel. Le développement d'un réseau de transport reliant les gisements russes et turkmènes aux centres de consommation européens et asiatiques pourrait bouleverser cette organisation en créant un marché « eurasiatique » du gaz naturel.

Une telle évolution précipiterait sans doute le renforcement de la concurrence entre producteurs, donc une baisse des prix. L'Asie orientale verrait également son taux de dépendance gazière vis-à-vis du Golfe Persique diminuer au profit du gaz « terrestre » russe et turkmène.

CONCLUSION

Le développement des ressources énergétiques importantes des bassins de Caspienne et d'Asie centrale est, dans l'ensemble, une bonne nouvelle pour la géopolitique mondiale de l'énergie.

Il constitue en tout cas une chance certaine pour les Etats qui possèdent ces richesses naturelles : la montée en puissance des exportations se traduira par un flux de revenus très important.

Les grandes économies industrialisées de l'OCDE et les pays en développement y trouveront également un facteur de diversification de l'offre énergétique mondiale et de concurrence entre producteurs — donc de pression à la baisse sur les prix.

Les seuls acteurs qui aient vraiment quelque chose à perdre sont la Russie d'une part (mais pas les pétroliers russes, qui trouvent en Caspienne un vecteur d'internationalisation et d'émancipation par rapport au pouvoir politique), les gros producteurs du Golfe Persique, d'autre part. Ni l'une ni les autres ne semblent avoir les moyens de s'opposer à l'émergence progressive de cette province pétrolière et gazière.

NOTE N° 2

Les infrastructures de transport des hydrocarbures de la Caspienne vers les marchés extérieurs : réalisations et projets⁷

INTRODUCTION

Avant l'effondrement de l'URSS, le pétrole de la Caspienne était essentiellement destiné à des usages internes, notamment militaires. Les voies d'évacuation existantes sont donc reliées au réseau de transport russe. Pour développer leurs ressources, les producteurs de la Caspienne vont devoir renforcer considérablement le réseau existant et surtout construire de nouveaux « tuyaux » vers l'ouest en direction de la Méditerranée, à l'est vers la Chine et au sud vers le Golfe Persique et l'océan Indien.

Les routes ouest et sud sont relativement courtes — la route sud à travers l'Iran évitant même toute zone montagneuse. Cependant, l'ensemble des solutions techniquement envisageables posent des problèmes politico-stratégiques parfois sérieux : la Tchétchénie, la Géorgie, l'Arménie, le Kurdistan turc, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan sont parmi les pays et zones qui seront traversés par l'un ou l'autre des tracés envisagés.

Ces dernières années, les producteurs de Caspienne ont acheminé leurs exportations par voie ferrée à travers la Russie, par barges géantes sur le canal Volga-Don, et par l'intermédiaire d'un système de *swaps* avec l'Iran.⁸ Toutefois ces moyens ne sont pas proportionnés à la poursuite du développement pétrolier de la région, qui reste suspendu à la réalisation des grands projets de pipelines.

Cette note fait le point sur les travaux de rénovation et d'extension de tubes existants et sur les projets de nouvelles infrastructures.

AZERBAIDJAN

• **Bakou-Novorossisk.** Cette « voie nord » fut la première à faire l'objet de travaux de rénovation et d'extension de capacités sur un tube existant qui relie Bakou au port russe de Novorossisk (Mer Noire) *via* Grozny (Tchétchénie). Les travaux sont terminés depuis

⁷. D'après *International Energy Outlook 1998* (US DOE/EIA), pp. 191 ss. Divers journaux spécialisés et articles de la presse anglophone ont également été consultés pour la rédaction de cette fiche.

⁸. Le Turkménistan et l'Azerbaïdjan livrent des volumes limités de brut à l'Iran, raffinés dans la région de Téhéran ; ce pays exporte ensuite à partir du Golfe et pour le compte des deux précédents un volume d'une valeur équivalente.

novembre 1997 et ont coûté 500 millions de dollars, financés par le consortium AIOC (voir plus bas le § « Investisseurs »). La capacité journalière du tuyau est d'environ 150 000 b/j.

- **Bakou-Souspa.** Cette « voie ouest » présente l'avantage d'éviter la Tchétchénie et la Russie en traversant la Géorgie d'est en ouest jusqu'au terminal portuaire de Souspa sur la Mer Noire. Les Russes ont vu d'un mauvais œil la construction de ce *pipe* (sur le tracé d'un tuyau existant mais inutilisable) ; certains affirment que Moscou arme et manipule le mouvement sécessionniste d'Abkhazie (nord-ouest de la Géorgie) et est à l'origine des attentats contre le président Chevardnadze — dans le but de déstabiliser la zone et d'empêcher la réalisation de la voie ouest.

Le tube est d'une capacité de 1 Mb/j environ et devrait être opérationnel début 1999, moyennant un investissement de 500 M\$ (également financé par l'AIOC via sa filiale GPC). Une fois à Souspa, le brut sera acheminé par tanker jusqu'au port turc de Samsun (Mer Noire), puis de là par oléoduc jusqu'au terminal méditerranéen de Ceyhan. Une alternative consisterait à l'acheminer jusqu'en Bulgarie à travers la Mer Noire, puis vers les ports grecs à travers la Bulgarie et la Roumanie. Ou encore de construire une extension terrestre directement vers Ceyhan : c'est le fameux projet « Bakou-Ceyhan » qui semble avoir la faveur de l'administration américaine.

- **Bakou-Midyat.** Une troisième option consisterait à construire un oléoduc longeant la Caspienne vers le sud puis rejoignant Midyat, où il se connecterait au tube existant en direction de Ceyhan. Elle évite la Russie et présente l'avantage de ne pas nécessiter de transport maritime sur la Mer Noire, moyennant un coût nettement supérieur aux deux précédentes.

- **Bakou-Golfe Persique.** Cette solution est sans doute la plus rationnelle techniquement et économiquement, car c'est à la fois le chemin le plus court vers la mer et le moins accidenté géographiquement. Il s'agirait de construire un pipeline traversant l'Iran jusqu'au terminal de Kargh Island, principal port pétrolier iranien.

Le problème est ici politique : les Etats-Unis s'opposent à une solution qui octroierait à l'Iran des revenus substantiels et surtout un certain contrôle sur les exportations de l'Azerbaïdjan.⁹

KAZAKHSTAN

- **Tengiz-Bakou-Novorossisk.** Le 16 mai 1997, le Kazakhstan a conclu un accord avec la Russie et plusieurs compagnies pétrolières étrangères pour la construction d'un oléoduc reliant le gisement géant de Tengiz (nord-est de la Caspienne) à Novorossisk *via* Bakou. La portion sous-marine, d'une capacité de 1,3 Mb/j coûtera 2,2 milliards de dollars. Entre Bakou et la Mer Noire, le brut kazakh empruntera la voie nord.

- **Tengiz-Bakou-Souspa.** C'est une variante de la solution précédente où le brut, une fois rendu à Bakou par le tuyau sous-marin, emprunterait la voie ouest vers Souspa. Vu la capacité importante du pipeline Tengiz-Bakou, les deux solutions sont sans doute appelées à cohabiter.

⁹. Il est intéressant de noter que le *survey* de l'US DOE ne mentionne même pas cette solution. Manière de signifier qu'elle n'a aucune chance d'aboutir... ?

- **Tengiz-Chine.** En septembre 1997, la Chine et le Kazakhstan ont signé un accord pour la construction d'un oléoduc reliant Tengiz au Xinjiang via le Turkménistan. L'investissement (3,5 Mds \$) est assumé par la compagnie nationale chinoise (CNPC), qui s'est également engagée à investir 6 Mds \$ dans le développement des réserves kazakhes.

- **Kazakhstan-Iran-Golfe.** La voie iranienne vers le Golfe Persique présente des atouts économiques très importants. Les Etats-Unis s'y opposent mais le gouvernement kazakh, soucieux de la diversité de ses accès au marché mondial, entretient des contacts serrés avec les officiels iraniens et attend un assouplissement de la position de Washington.

TURKMÉNISTAN

- **Turkménistan-Pakistan.** Les richesses turkmènes sont essentiellement constituées de gaz naturel (le sous-sol de ce pays se situerait au troisième rang mondial pour les réserves de gaz). En 1995, le Turkménistan a négocié un traité avec le Pakistan pour la construction d'un gazoduc très important (1,6 milliard de pieds cubiques par jour). Le tracé traverse l'Afghanistan ; Unocal, principal opérateur du projet, entretenait dès l'origine des contacts avec les rebelles Talibans, arrivés depuis au pouvoir. Plusieurs cadres et techniciens de la compagnie ont été assassinés ces derniers mois en Afghanistan.

Un autre accord entre les deux pays porte sur un oléoduc vers le port pakistanais de Gwadar (océan Indien). Le coût total des deux projets est de 4,5 Mds \$.

- **Turkménistan-Turquie.** Le Turkménistan souhaite également un débouché à l'ouest, qui implique un gazoduc vers la Turquie *via* l'Iran. Ce dernier est d'accord pour financer 50 % des 6 Mds \$ requis. Assouplissant sa position initiale, Washington a donné son aval à ce projet, estimant qu'il ne violait pas la loi « d'Amato » sanctionnant les investissements énergétiques étrangers en Iran.

- **Turkménistan-Iran-Golfe.** Le Turkménistan est le pays de la zone Caspienne qui a les meilleures relations avec l'Iran. La solution iranienne fut là aussi envisagée comme voie d'exportation des hydrocarbures. Il semble que la diplomatie américaine soit parvenue (au moins partiellement) à ses fins : en acceptant le tracé turc *via* l'Iran, la probabilité d'un gazoduc vers le Golfe diminue fortement.

- **Turkménistan-Chine.** Le Turkménistan a également annoncé son intention de construire un immense gazoduc vers la Chine (6500 km) nécessitant un investissement compris entre 10 et 15 Mds \$. Ce tube pourrait être prolongé jusqu'au Japon. Le consortium industriel est conduit par Exxon et comprend Mitsubishi et la CNPC.

LES INVESTISSEURS

A l'heure actuelle, deux consortiums ont investi dans les pipelines destinés à évacuer les hydrocarbures de la Caspienne.

• **AIOC.** *L'Azerbaijani International Oil Consortium* à financé la rénovation et l'extension des capacités de la voie nord au départ de Bakou, ainsi que la construction de la voie ouest à travers la Géorgie. Il regroupe 12 compagnies : les américaines Amoco (17 %), Unocal (10 %), Exxon (8 %) et Pennzoil (5 %) ; les britanniques BP (17 %) et Ramco Energy (2 %) ; la russe Lukoil (10 %) ; le norvégien Statoil (9 %) ; la Turkish Petroleum Company (7 %) ; le japonais Itochu (4 %) ; la compagnie saoudienne Delta-Nimar (2 %) et la compagnie publique azérie SOCAR (9 %).

Ce consortium a pratiquement la même composition que celui qui a signé, en septembre 1994, le « contrat du siècle » pour l'exploitation de gisements situés dans la partie azérie de la Caspienne. En 1995, les Américains se sont opposés (avec succès) à l'entrée d'une compagnie iranienne dans le groupe.

• **CPC.** Le *Caspian Pipeline Consortium* finance les tuyaux destinés à exporter le pétrole Kazakh. Il comprend les Etats du Kazakhstan et d'Oman ainsi que 11 compagnies : l'américain Chevron (15 %) ; la *joint venture* russo-américaine LukArco (12,5 %) ; la J.V. russo-anglo-néerlandaise Rosneft-Shell (7,5 %) ; l'américain Mobil (7,5 %) ; British Gas (2 %) ; l'italien Agip (2 %) ; l'américain Oryx (1,75 %) et le kazakh Munaigaz (1,75 %)

NOTE N° 3

Participations internationales dans les principaux contrats pétroliers et gaziers en mer Caspienne¹⁰**INTRODUCTION**

Comme dans la majorité des pays producteurs l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne sont effectués par des consortiums regroupant plusieurs multinationales et, la plupart du temps, une compagnie publique ou une administration de l'Etat propriétaire du sous-sol.

De manière générale, les compagnies pétrolières ne s'engagent à investir que dans le cadre d'accords dits de « partage de production » — c'est-à-dire qu'elles exigent un accès physique au brut produit par le consortium et non un simple revenu financier. Seuls deux pays riverains de la Caspienne ont pour l'instant offert une telle possibilité aux groupes pétroliers internationaux : l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Le Turkménistan a engagé des négociations qui n'ont débouché que sur des accords de principe.

Mise en garde

Cette fiche détaille les participations dans les principaux contrats pétroliers signés autour de la Caspienne. Nous mettons en garde contre une interprétation simpliste qui consisterait à déduire des pourcentages de participations étrangères un degré plus ou moins fort de « contrôle sur les réserves » de la part de telle ou telle puissance. *De manière générale*, il n'y a pas de lien direct entre la « nationalité » d'une compagnie participant à un consortium et le poids que peut exercer le gouvernement de son pays d'origine sur la gestion des gisements concernés.

Dans la concurrence féroce que se livrent les compagnies pour l'obtention des contrats, la qualité et la densité des relations bilatérales entre Etats est sans doute un facteur important de « sélection » entre des candidats également satisfaisants sur les plans techniques et financiers¹¹. De cette réalité aux conclusions sur le contrôle des ressources par telle ou telle puissance, il y a un pas qui nous fait franchir la frontière entre l'analyse des faits et les représentations mentales plus ou moins phantasmatiques ou idéologiques — auxquelles les études de « géopolitique » font souvent la part trop belle...

¹⁰. Les données présentées dans cette fiche nous ont été fournies par Catherine Locatelli, chercheur à l'Institut d'Economie et de Politique de l'Energie (IEPE, CNRS, Grenoble). Elles figureront dans son ouvrage *La réorganisation de l'industrie pétrolière russe*, à paraître aux éditions L'Harmattan.

¹¹. De ce point de vue, le pétrole ne se distingue pas des autres secteurs fortement capitalistiques comme l'aéronautique, les centrales nucléaires, les grands projets BTP, les infrastructures de transport, etc., également marqués par le phénomène des *salesmen governments*.

AZERBAIDJAN¹²

• Consortium AIOC (Azerbaijan International Oil Consortium)

Ce contrat (souvent désigné sous l'appellation « contrat du siècle ») fut signé en septembre 1994. Il porte sur les gisements d'Azeri, de Chirag et la section en eaux profondes de Guneshli, soit des réserves cumulées estimées entre 4 et 5 milliards de barils. La production à partir du gisement de Chirag a débuté en novembre 1997.

Les plus grosses participations sont américaines ou européennes. Au total les intérêts américains représentent 40 % des parts, les compagnies européennes détenant 28 %. Sont présentes par ailleurs une compagnie russe, une japonaise, une turque, une saoudienne et la compagnie azérie Socar.

• Consortium Cipro (Caspian International Petroleum Company)

Ce contrat date de novembre 1995 et porte sur l'exploration des structures géologiques de Karabakh et Khamder dont les réserves seraient de l'ordre de 1 milliard de barils.

La *joint venture* russo-italienne LukAgip détient la plus grosse participation (45 %) ; Lukoil et Agip étant également présentes en leur nom propre (respectivement 12,5 % et 5 %), ces deux firmes contrôlent en fait plus de 60 % du consortium. L'américain Penzoil (30 %) et la Socar (7,5 %) se partagent le reste.

• Consortium « Shakh Deniz »

Portant sur l'exploration et l'exploitation de la structure du même nom, ce consortium fut signé en juin 1996. Il est conduit par BP (GB) et Statoil (Norvège), possédant chacun 25,5 % des parts. Elf est présent à hauteur de 10 % de même que Lukoil (Russie), la compagnie iranienne OIEC et les Azéris par l'intermédiaire de Socar.

• Consortium « Lenkoran Talysh »

Signé en janvier 1997, ce consortium est dominé par Elf Aquitaine (40 %). Suivent la compagnie azérie Socar (25 %), Deminex (Allemagne), OIEC (Iran), Total (France) avec chacune 10 % des parts et enfin Petrofina (Belgique) avec 5 %.

• Consortium NAOC (North Absheron Oil Company)

Ce contrat signé avec le gouvernement azéri en février 1997 porte sur l'exploration des structures d'Ashrafi et de Dan Ulduzu. Il est conduit par les compagnies américaines Amoco et Unocal (respectivement 30 et 25,5 %) ; la firme japonaise Itochu et la Socar azéri possède chacune 20 % ; Delta (Arabie Saoudite) complète le consortium avec 4,5 %.

Les réserves seraient de plus de 1 milliard de barils de pétrole et 1,4 tcf (trillion cubic feet) de gaz.

¹². Les participations dans les contrats azéris sont représentées graphiquement en annexe.

• **Contrat de « Yalama »**

Le permis d'exploitation du champ de Yalama a été octroyé à un consortium conduit par la *joint venture* russo-italienne LukAgip (60 %) ; les 40 % restant reviennent à Socar.

Les réserves seraient de l'ordre de 350 à 700 millions de barils.

• **Contrat de « Absheron »**

Ce contrat concerne l'exploitation de la zone d'Absheron, dont les réserves de gaz s'élèveraient à 14 tcf, auxquelles s'ajoutent 2,2 Mb de pétrole. Le consortium est composé comme suit : 50 % pour Socar (Azerb.) ; 30 % pour Chevron (US) et 20 % pour Total (France).

• **Contrat de « Nakhitchevan »**

Les réserves seraient de 730 Mb. Elles seront exploitées par un consortium regroupant Socar (Azerb., 50 %) et Exxon (USA, 50 %), ce dernier ayant le statut d'opérateur.

• **Contrat « Orguz »**

Les réserves du gisement d'Orguz sont estimées à 300 Mb d'huiles et 700 bcf (billion cubic feet) de gaz ; elles seront exploitées par une association entre Socar (50 %) et Mobil (USA, 50 %), ce dernier étant l'opérateur.

• **Consortium « Kurdashi »**

Contrat signé le 2 juin 1998 pour l'exploration des structures de Kurdashi, Araz, Deniz et Chervan. L'Italien Agip conduit le consortium avec 25 % des parts et le statut d'opérateur ; la participation de la Socar s'élève à 50 %, 10 % pour le Japonais Mitsui, 5 % pour TPAO (Turquie) et Repsol (Espagne).

Cet important contrat (2,5 Mds \$) couvre 550 km² en mer Caspienne.

• **Contrat « Gobustan »**

Il porte sur des travaux de récupération assistée (technique permettant d'augmenter considérablement la productivité des puits) sur trois blocs *onshore*. L'Union Texas Petroleum (USA) est opérateur et possède 40 % des parts du consortium, Socar également 40 % et Commonwealth Oil, 20 %. L'investissement serait de 800 M\$.

• **Accord de « Kursangi-Karabakhli »**

Cet accord de principe porte sur la mise en valeur d'un gisement onshore déjà partiellement développé. Il regroupe Frontera Resources (USA, 30 %), Socar (Azerb., 50 %), Delta Oil (Arabie Saoudite, 10 %) et Amerada Hess (GB, 10 %).

KAZAKHSTAN

• Tengiz

Tengiz fut le premier contrat obtenu par les compagnies étrangères en Caspienne. Il fut négocié en 1989 alors que le régime soviétique n'était pas encore tombé. Le gouvernement Kazakh est majoritaire (51 %) ; la compagnie Chevron (USA) possède 40 %, le reste étant détenu par les Russes (d'abord Gazprom, puis Lukoil).

• Accords Kazakhstan-Chine

Les Chinois ont signé en septembre 1997 un contrat avec le Kazakhstan pour la construction d'un pipeline vers le Xinjiang (voir « Note N° 2 » sur les infrastructures de transport). Ce contrat comporte également un volet « développement des réserves » dans lequel les Chinois de CNPC s'engagent à investir 6 Mds \$.

Par ailleurs, la CNPC a pris le contrôle de l'association kazakhe Aktioubinsk munaigaz ; elle a été préférée aux compagnies américaines Texaco et Amoco, ainsi qu'aux Russes de Ioujny Most.

TURKMENISTAN

Il n'y a pas de contrat de partage de production impliquant des firmes étrangères au Turkménistan. Toutefois, des accords de principe ont été signés, notamment avec Dragon (Irlande), Monument Oil (GB) et Mobil (USA).